

Sécurité alimentaire, eau potable et assainissement : L'UE débloque 33 milliards de francs

Dossier de la rédaction de H2o
March 2013

La sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, sont les domaines bénéficiaires d'une convention de financement qui vient d'être signée, entre le gouvernement burkinabè et l'Union européenne. Par cette convention, l'Union européenne met à la disposition du Burkina Faso 50 millions d'euros, environ 33 milliards de francs CFA. La signature de la convention s'est déroulée le 15 février 2013 à Ouagadougou. C'est le ministre de l'Économie et des Finances, Lucien Marie Noël Bembamba, et le président de la Délégation de l'Union européenne auprès du Burkina Faso, Alain Holleville qui ont assuré la signature des documents.

Le premier volet de ce financement concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les populations les plus démunies dans les régions les plus affectées. Ce programme envisage de toucher directement plus de 85 000 ménages, environ 500 000 personnes pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et s'étend à toutes les régions du pays. Selon le chef de la Délégation de l'Union européenne, l'initiative vise à accélérer particulièrement, les progrès vers l'atteinte des OMD (réduire l'extrême pauvreté et la faim) dans lesquels le Burkina accuse un retard. Le second volet du projet veut assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. L'appui de l'Union européenne à ce secteur, est une réaction aux besoins sans cesse croissants dans beaucoup de régions du Burkina.

Pour le ministre de l'Eau, des Aménagements hydrauliques et de l'Assainissement, Mamounata Belem Ouédraogo, de nombreuses réalisations physiques sont envisagées, en vue de répondre ces besoins. "Des latrines familiales seront construites dans les milieux urbain et rural et d'autres infrastructures d'assainissement seront aussi mises à la disposition des populations", a confié Mme Belem. Ces composantes qui se complètent mutuellement vont soutenir et renforcer les initiatives déployées pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Germaine Tecka, Sidwaya Quotidien (Ouagadougou) - AllAfrica 18-02-2013